



SEULS SUR LA TERRE

OUBLIEZ L'IMAGE DU FERMIER PAISIBLE QUI CONTEMPLER SES CHAMPS, BRINDILLE AU BEC, APPUYÉ CONTRE SA CLÔTURE EN BOIS. ÉTOUFFÉS PAR LES DETTES, EXTÉNUÉS PAR LEUR LOURDE TÂCHE, MALMENÉS DANS L'OPINION PUBLIQUE, UNE BONNE PARTIE DES FERMIERS QUÉBÉCOIS SONT DES CANDIDATS AU SUICIDE ET À LA DÉPRESSION. ILS CONFIENT MAINTENANT LEUR DÉPIT.



Ce 3 avril venteux a beau se prendre pour un 3 janvier et la neige s'empiler quasiment jusqu'au toit de sa maison du rang Notre-Dame, à Saint-Raymond de Portneuf, Éric Proulx garde le sourire. L'artisan fromager contemple les énormes bancs de neige qui font la joie de son fils Charlélie, courageux Gaulois de quatre ans et demi affrontant, ce matin-là, une légion romaine à l'assaut de ces Alpes imaginaires.

Il faut dire que l'ex-géographe a appris à cultiver patience et optimisme depuis qu'il a troqué, en 2001, son *job* d'agent de développement rural contre une quarantaine de chèvres hardies, mâchouillant le manteau de la journaliste en visite.

«J'ai affronté un Waterloo par année depuis ma conversion à l'agriculture», raconte-t-il. Quand ce n'était pas un virus qui décimait la moitié de son troupeau, c'était le toit de sa grange qui s'effondrait tandis que les ventes de ses fromages de chèvre en faisaient autant. Sans compter les dettes qui lui sortaient par les oreilles.

«J'ai investi 150 000 \$ dans ce projet en plafonnant ma Visa, mon Amex et une marge de crédit au nom de ma blonde. Or, la première année seulement, j'ai perdu 35 000 \$!» En 2007, miracle : il a réussi à se verser un salaire de 12 000 \$. «Heureusement que Claudie est là : c'est elle qui soutient la famille. J'ai une maudite bonne femme!»

Il l'admet d'emblée : sans elle et les enfants, il pourrait être six pieds sous terre. «J'ai frappé le fond du baril en 2003, ça a duré trois ans. Je n'avais plus de liquidités, plus de fournisseur de lait, j'ai eu des ratés de fabrication, un gros bris d'équipement, des problèmes avec des employés... La corde qui traînait dans la grange devenait tentante...»

Trop de Waterloo avaient usé son rêve d'une fromagerie prospère. Désespéré, il vivait en ermite dans ses bâtiments, parfois complètement *stone*. «Pendant cette période noire, je n'ai pas soupé une seule fois avec ma famille. Je n'étais plus vivable.»

LE MALHEUR EST DANS LE PRÉ

Pareil désarroi n'étonne pas Ginette Lafleur, étudiante au doctorat au Centre de recherche et d'intervention sur le suicide et l'euthanasie de l'UQAM. Quand elle a fait parvenir un sondage sur la santé psychologique à 4 200 fermiers québécois, en 2005, elle a eu son lot de récits «extrêmement troublants», du genre : «Peut-être quand vous lirez le sondage [sic], je serai mort au bout du rouleau.»

«Les agriculteurs écrivaient de pleines pages de commentaires au dos du

questionnaire, alors que je n'avais même pas prévu d'espace à cet effet», raconte-t-elle.

Parmi les 1 338 répondants, 76 affirmaient avoir songé au suicide pendant l'année, tandis que la moitié estimait être dans un état de détresse psychologique avancé. «C'est beaucoup plus que le taux de détresse de la population québécoise en général, qui se situe autour de 20 %», soutient Ginette Lafleur.

Les plus mal en point : les éleveurs de porcs, dont les trois quarts disaient être en détresse.

LA SITUATION EST TELLE

QUE LE TIERS DES ENTREPRISES AGRICOLES QUÉBÉCOISES SONT INCAPABLES DE COUVRIR LEURS DÉPENSES.

La chercheuse s'attaque en ce moment à un travail de moine : mesurer la prévalence du suicide chez les agriculteurs. Une étude publiée par Statistique Canada en 2000 a constaté que les producteurs agricoles se suicident une fois et demie plus souvent que les Québécois en général, mais ces données ont de l'âge : elles couvrent la période de 1971 à 1987. D'où la nécessité de refaire l'enquête.

«La hausse très importante de la détresse psychologique dans le milieu agricole depuis 1997 me porte à croire que la situation ne s'est pas améliorée, dit-elle. C'est un métier d'autant plus à risque que les moyens sont à portée de main : arme à feu, pesticides, cordes. Aussi, ils vivent souvent isolés dans les régions rurales, ce qui n'aide pas leur cause.»

Pierrette Desrosiers partage les constats de Ginette Lafleur. Depuis 10 ans, cette conférencière, formatrice et psychologue du travail recueille les confidences des fermiers, qui n'ont pourtant pas la réputation de s'épancher aisément.

«Il y a quelques années, parler de santé mentale était tellement tabou dans ce milieu que je devais quasiment payer pour donner des conférences dans les colloques de l'Union des producteurs agricoles, se souvient-elle. Les organisateurs ne voulaient pas que je mentionne mon titre de psychologue et je devais enlever le mot stress dans le titre de ma conférence pour ne pas faire peur aux fermiers!»

Aujourd'hui, elle ne suffit plus à la tâche : chaque semaine, elle décline deux ou trois demandes de consultation. Certains font cinq heures de route pour la rencontrer. «Je ne compte plus les fois où des agricultrices en larmes m'ont abordée dans les toilettes alors que je donnais une conférence. Elles avaient désespérément besoin d'être écoutées.»

Depuis quelques années, la psychologue constate que le découragement guette même les agriculteurs les plus optimistes, ceux considérés comme des leaders dans leur communauté. «Ils ont perdu l'espoir de sortir leur entreprise du marasme financier», dit-elle.

CHOUX MAIGRES

Les problèmes d'argent arrivent en tête de liste des causes menant à la détresse psychologique chez les fermiers, révèle le rapport réalisé par Ginette Lafleur à partir du sondage distribué aux agriculteurs en 2005.

Et il y a de quoi se faire du mouron. Les revenus d'une bonne partie des producteurs – les éleveurs de bœufs et de porcs, entre autres – sont à la baisse, en raison de la vive concurrence internationale et de la hausse du dollar canadien.

Quand il ne s'agit pas de crises sanitaires comme celles de la vache folle ou encore du circovirus porcin, qui a tué un porcelet sur cinq en 2005 et 2006...

La situation est telle que le tiers des entreprises agricoles québécoises sont incapables de couvrir leurs dépenses.

Et les coûts de production gonflent à vue d'œil. «Tout augmente depuis quelques années : diesel, électricité, machinerie, moulée, fertilisants, pesticides [NDLR : ce que les agriculteurs appellent les intrants]», constate Jeanne Gosselin, agronome et conseillère en gestion depuis 15 ans. «Ce qui fait que l'étau se resserre.»

Le décalage entre les revenus des agriculteurs et les coûts de production est

si important que le Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles – une espèce d'assurance salaire pour les fermiers, subventionnée aux deux tiers par les contribuables – a dû leur verser des compensations de 5,5 milliards de dollars depuis 10 ans.

L'inflation des intrants «casse aussi le *party*» des fermiers dont les revenus sont stables ou à la hausse, pour reprendre les mots de Robert Stephenson, un producteur de grandes cultures de Sainte-Marthe de Rigaud, près de la frontière ontarienne. «Oui, les prix du maïs et du blé atteignent des records. Mais nos fournisseurs haussent leurs prix pour profiter de la manne, ce qui mange une bonne partie de notre marge de profit.»

Le bénéfice net moyen des producteurs agricoles est d'ailleurs famélique : à peine 20 000 \$ par ferme, par année selon Statistique Canada. «Pour une miche de pain à 2,50 \$ au supermarché, seulement 7 à 10 cents reviennent à l'agriculteur», affirme Wayne Stephenson, qui gère l'entreprise de Sainte-Marthe de Rigaud avec son frère Robert. Le reste est avalé par les fournisseurs d'intrants, les distributeurs, les transformateurs, les commerces d'alimentation. «Les agriculteurs sont comme les veaux qui se font parasiter par les maringouins dans le champ», ironise-t-il.

Pour boucler leur budget, la plupart ont un deuxième boulot et s'appuient sur le salaire d'un conjoint. Robert Stephenson, par exemple, fait du déneigement pendant l'hiver, tandis que Wayne, qui est aussi agronome, enseigne l'agriculture à temps plein au Cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu. D'ailleurs, 62 % du revenu total moyen des familles d'agriculteurs provient d'un autre secteur que l'agriculture.

Jonglant avec plusieurs emplois, souvent incapables de se payer des employés qui sont, de toute façon, difficiles à recruter en raison des salaires peu compétitifs, les agriculteurs besognent jusqu'à 100 heures par semaine. «On est à

NOMBRE DE FERMES AU QUÉBEC

1941 155 000

2006 30 675

Augmentation de la productivité par ferme depuis 1941 : 4 535 %!

Valeur nette d'une entreprise agricole en 2007 : 1 039 650 \$

Dette moyenne : 370 962 \$

Source : Statistique Canada.

l'étable à six heures, sept jours sur sept, et l'été, on ne rentre à la maison qu'une fois la nuit tombée, complètement vidés», raconte Lynn Lecompte, 28 ans, qui gère une ferme laitière à Vaudreuil-Dorion avec son conjoint, Simon Séguin. Et les vacances? «On part une fin de semaine par année, début septembre.»

THINK BIG

À cette lourde charge de travail et à la crise du revenu s'ajoute un ratio d'endettement sans précédent chez les agriculteurs : 32 %. À titre de comparaison, ce ratio est de 11 % aux États-Unis et de 20 % en Ontario. En moyenne, les fermes québécoises doivent 371 000 \$ à la banque, une augmentation spectaculaire par rapport à 1996, où la dette moyenne s'élevait à 135 000 \$.

Ce niveau d'endettement traduit surtout la volonté des agriculteurs d'être plus compétitifs, mondialisation oblige : «Aujourd'hui, les fermiers québécois – surtout ceux qui produisent de la viande et des céréales – sont en concurrence avec le monde entier, explique Michel Morisset, professeur à la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation de l'Université Laval. Une situation attribuable à la décision du gouvernement canadien d'ouvrir graduellement ses frontières depuis les années 1980.»

Pour résister à cette concurrence musclée, les fermiers s'équipent à la fine

pointe de la technologie, achètent de la terre, grossissent leur cheptel, se font construire d'autres bâtiments. Parfois à coup de millions.

L'endettement n'épargne pas les fermiers moins exposés à la concurrence mondiale – c'est-à-dire ceux dont la production est soumise à la gestion de l'offre (voir encadré), comme les producteurs de lait, d'œufs et de volaille.

C'est qu'en agriculture, peu importe le type de production, il faut investir massivement pour générer du profit. Jusqu'à sept dollars pour se mettre un dollar dans les poches. Pour une usine ou un commerce, il en faut entre 1,50 \$ et 3,75 \$.

Sébastien Proulx, un producteur de lait de 30 ans ayant repris la ferme familiale à Mirabel, supporte une dette de 1,3 million de dollars, bientôt 2 millions, en comptant la terre qu'il est sur le point d'acquérir. «Pour augmenter la rentabilité de l'entreprise, j'ai acheté 23 kilolitres de quota de lait. À 28 000 \$ le kilo, ça monte vite!»

De 1997 à 2003, le secteur agricole a été marqué par une vague d'expansionnisme, observe Pierrette Desrosiers. «Des agriculteurs rachetaient d'autres fermes, encouragés par les institutions financières dont l'objectif est de faire des prêts.»

«Les politiques et les programmes d'aide financière des gouvernements sont structurés de telle sorte que l'agriculteur a tout intérêt à augmenter la taille de son entreprise s'il veut en bénéficier au maximum, explique Claire Bolduc, présidente de Solidarité rurale du Québec. Plus un fermier a un volume de production important, plus il a droit aux aides gouvernementales de stabilisation du revenu, par exemple.»

«LA POPULATION

NOUS PERÇOIT COMME

DES IGNORANTS

À CHEMISE À CARREAUX,

TOUT JUSTE BONS À

PELLETER DE LA SHNOUTE!»

– SIMON SÉGUIN,
PRODUCTEUR DE LAIT

C'est sans compter les normes environnementales et sanitaires de plus en plus sévères, qui, toutes valeureuses soient-elles, entraînent des coûts pour les fermiers forcés de s'y plier. «Le gouvernement demande maintenant aux

producteurs de construire des fosses à fumier, raconte Sébastien Proulx. Ça va me coûter 100 000 \$ cet été... Mes affaires ont intérêt à rouler!» admet ce père de quatre enfants.

QUAND LA COUPE DÉBORDE

«Le hic, c'est qu'on n'est pas tous faits pour chausser les patins de Wayne Gretzky, observe Pierrette Desrosiers. Je voyais tous ces fermiers embrasser le modèle de la grande entreprise performante sans avoir forcément les compétences techniques pour la gérer, s'endetter jusqu'au cou, travailler comme des fous pour rembourser leurs prêts, gérer des employés alors qu'ils avaient toujours travaillé seuls, et je disais : "Ça va sauter."»

L'an dernier, le beau-père de Jeanne Gosselin, un important producteur laitier de Pont-Rouge, près de Québec, s'est pendu dans l'étable. Il avait 68 ans. «À l'époque, il était en train de transférer sa ferme à mon beau-frère, tout en menant de front la construction d'une chambre à lait et d'une lagune, raconte l'agronome. Ça générerait des coûts élevés et beaucoup de paperasses. La veille de sa mort, il pleurait dans la cuisine en disant à mon beau-frère : "On ne passera jamais au travers."»

Pour certains agriculteurs, se donner la mort est un «sacrifice» au nom de leur

LA GESTION DE L'OFFRE

La gestion de l'offre est un mécanisme mis en place dans les années 1970 qui permet d'arrimer la production de certains aliments – le lait, la volaille et les œufs – aux besoins des consommateurs canadiens. Les fermiers assujettis à ce système doivent acheter un droit de produire – les fameux «quotas». Plus élevé est le quota d'un producteur laitier, par exemple, plus grande est la quantité de lait qu'il peut vendre. Ces agriculteurs ont l'obligation d'approvisionner d'abord le marché canadien avant de penser à exporter leurs produits; en contrepartie, l'importation de denrées qui pourraient leur faire concurrence est découragée par des tarifs douaniers exorbitants (jusqu'à 300 % pour du beurre étranger, entre autres). Environ 40 % de la production agricole au Québec est soumise à la gestion de l'offre.

famille, remarque la chercheuse Ginette Lafleur. «Ils se disent que grâce à l'argent de leur assurance vie, leurs proches seront enfin libérés de toutes les dettes.» «Les fermiers ont un sens de l'honneur particulier», constate Maria Labrecque Duschesneau, intervenante sociale et fondatrice de l'organisme communautaire Au cœur des familles agricoles, à Marieville. «Souvent, leur entreprise agricole et leur maison appartiennent à leur famille depuis plusieurs générations. Ils se sentent responsables de la survie du patrimoine familial. Quand surviennent de graves difficultés financières, certains préfèrent se donner la mort que subir l'humiliation de tout perdre.»

EN DISGRÂCE

Durement éprouvés par les soucis d'argent, les agriculteurs font aussi face à la débâcle de leur statut social en raison des difficultés de cohabitation (les odeurs de fumier qui perturbent les voisins, par exemple) et des problèmes environnementaux liés à l'utilisation des pesticides et à la surexploitation des sols, notamment.

«La population nous perçoit comme des ignorants à chemise à carreaux, tout juste bons à pelleter de la *shnoute!*» regrette Simon Séguin, producteur de lait diplômé à la fois en génie mécanique et en agriculture.

Les agriculteurs éprouvent le sentiment que leur labeur n'est pas apprécié par la

société, confirme Maria Labrecque Duschesneau. «Dans les médias, on parle d'eux comme étant les pires pollueurs et ça leur fait mal au cœur.»

«Récemment, une agricultrice me disait qu'elle était gênée de sortir de chez elle, rapporte Diane Parent, professeure au Département des sciences animales de l'Université Laval. Tandis qu'une autre me racontait que ses enfants font rire d'eux à l'école.»

L'étude de Ginette Lafleur sur la santé psychologique des agriculteurs révèle que près des trois quarts des producteurs de porcs et du tiers des producteurs de lait souffrent du manque de reconnaissance de la population à leur endroit. Certains ont écrit à la chercheuse qu'ils avaient le sentiment d'être perçus comme des «gens dégueulasses»; l'un d'eux a même avoué que «si ça continu[ait], c'est [sa] santé, [sa] vie qui [allait] se jouer pour garder des cochons».

«Il est vrai que certaines pratiques en agriculture sont nocives pour l'environnement et doivent être corrigées, soutient Diane Parent, mais il est injuste que les fermiers soient les seuls à en porter l'odieux. Depuis la Seconde Guerre mondiale, les politiques mises en place par le gouvernement les ont incités à intensifier leur production pour répondre aux besoins croissants des consommateurs (voir *Le diable est aux vaches*).

En fin de compte, tout le monde participe aux problèmes actuels.»

Maria Labrecque Duschesneau est bien d'accord. «J'ai vu des gens brandir des pancartes contre les porcheries alors qu'ils arrosaient leur terrain avec des pesticides pour éliminer les pissenlits!» déplore-t-elle.

VISCÉRAL

En dépit de la mauvaise presse dont elles sont parfois victimes, du niveau de stress élevé, de leurs revenus très modestes et de leur charge de travail colossale, il reste que 58 918 personnes choisissent de travailler dans le secteur agricole au Québec.

Certains abandonnent même des carrières payantes et prestigieuses pour la fourche et les bottes à jambe...

«Pour beaucoup d'agriculteurs, le rapport à la terre est purement émotif, irrationnel. Leur entreprise fait partie de leur identité, explique Pierrette Desrosiers, au point où certains ont le sentiment que la vie s'arrête au-delà de leur ferme. On peut endurer bien des misères quand on est dans cet état d'esprit.»

Simon Séguin et Lynn Lecompte ont hésité avant de prendre le relais de la production laitière du père de Simon, sachant à quel point pareille vocation est exigeante. Aujourd'hui, malgré les

journées éreintantes et une vie sociale en veilleuse – les sorties sont rares, les week-ends de congé inexistantes et à 21 h, tout le monde est couché! –, ils ne regrettent rien.

«Être son propre patron est très gratifiant, dit Lynn. Mais ce qui nous tient par-dessus tout, c'est l'amour de nos vaches!» Les 80 bêtes ont d'ailleurs chacune leur nom, et leurs heureux propriétaires les reconnaissent entre elles sans problème. «L'an dernier, nous sommes partis quatre jours en vacances. À notre retour, aussitôt la voiture garée, nous avons couru jusqu'à l'étable pour dire bonjour aux vaches! Ce sont nos filles.»

Quant à Éric Proulx, petit-fils de fermier, construire la chèvrerie ne relevait pas du rêve, mais de l'impératif. «C'était inscrit dans mes gènes.» Même si les revers qu'il a connus l'ont parfois entraîné dans le désarroi, pas question d'abandonner.

À côté des bâtiments, au sommet d'un pin blanc, l'artisan fromager a d'ailleurs hissé le drapeau des Patriotes, dont les combats lui inspirent «courage, ténacité, solidarité et vision». Car en luttant pour maintenir son entreprise debout, il lutte aussi, dit-il, pour l'avenir de ceux qui veulent encore vivre décemment de la terre. «C'est ma mission! Je le fais pour moi, pour les régions, pour le bien commun.» ☺

DU BLÉ ET DU FOIN

- Le tiers des 30 000 fermes du Québec encaissent 80 % des recettes agricoles.
- Quatre fermes sur 10 rapportent moins de 100 000 \$ par année.
- Le tiers des entreprises agricoles n'arrivent pas à couvrir leurs dépenses.
- La production laitière est la principale spécialité agricole du Québec; elle récolte 35 % des revenus totaux en agriculture. En deuxième place, loin derrière, vient le porc avec 16 % des revenus totaux.
- Le revenu total moyen des familles agricoles québécoises était de 69 577 \$ en 2004, mais 62 % de ce revenu est produit à l'extérieur de l'agriculture!

Source : Rapport de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois.



LE DIABLE EST AUX VACHES

DEUX FERMES PAR JOUR SONT DÉMANTELÉES DEPUIS 10 ANS. BEAUCOUP D'AGRICULTEURS NE SURVIVENT QUE GRÂCE AUX SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES. LA RELÈVE SE FAIT TROP RARE POUR MAINTENIR EN VIE LES 30 000 ENTREPRISES AGRICOLES QUI RESTENT. LES JOURS DE L'AGRICULTURE QUÉBÉCOISE SONT-ILS COMPTÉS?

CHAMPS DE BATAILLE

Les grandes entreprises agricoles ne sont pas à l'abri du naufrage. «Si le système de la gestion de l'offre tombait [voir page 20], ce serait la catastrophe», admet Denis Bilodeau, deuxième vice-président principal de l'Union des producteurs agricoles.

Pour le moment, les productions protégées par ce système – le lait, la volaille, les œufs – se portent assez bien. Mais l'Organisation mondiale du commerce exerce une forte pression auprès du Canada pour qu'il ouvre davantage ses frontières à l'importation de denrées agricoles étrangères, notamment les produits laitiers. Un carton de deux litres de lait d'Argentine à 1,50 \$ pourrait causer bien du tort à son rival québécois à 3 \$!

Des producteurs exclus de la gestion de l'offre et en concurrence avec d'autres pays producteurs, comme les éleveurs porcins, ne seraient plus en affaire si ce n'était de l'aide gouvernementale qu'ils reçoivent. Une aide qui a crû de 248 % depuis 25 ans.

C'est le cas d'une bonne partie des éleveurs de vaches et de veaux, qui n'auraient plus de toit au-dessus de leur tête sans les versements du Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles, remarque Jeanne Gosselin, agronome et conseillère en gestion auprès des agriculteurs. «Ce marché est maintenu en vie artificiellement par volonté politique, au nom de l'occupation du territoire et de l'autosuffisance [NDLR : principe qui veut qu'une population réponde à ses besoins alimentaires par sa propre production de denrées, sans importer].»

Ainsi, les producteurs d'agneaux, le veaux, de bouvillons et de certaines céréales (orge et blé, entre autres) reçoivent des milliards en compensation financière depuis 10 ans. En 2006 seulement, l'ensemble des producteurs a touché un milliard de dollars en aide directe. «La population ne réalise pas à quel point l'agriculture est subventionnée», dit Jean-Philippe Gervais, de la Chaire de recherche du Canada en agro-industrie et commerce international de l'Université Laval.

La Financière agricole, qui gère les programmes de soutien à l'agriculture, a un trou de un milliard de dollars dans son budget! «L'État québécois n'a plus les moyens de soutenir des politiques aussi coûteuses, dit Michel Morisset, professeur à la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation de l'Université Laval. Il faut réduire la dépendance à l'aide gouvernementale, même si cela implique que les fermes moins rentables s'effondrent. Il faut accroître notre productivité; autrement, c'est toute l'agriculture québécoise qui va disparaître.»

L'idée le chicotait depuis deux ans, mais cette fois, c'est coulé dans le béton : Éric Brûlé dira adieu à ses 40 vaches adorées d'ici la fin de l'été. «Je n'en pouvais plus de travailler sans relâche juste pour payer les factures», dit l'agriculteur de 40 ans, à la tête d'une ferme laitière appartenant à sa famille depuis trois générations, à Rigaud.

Pas assez riche pour se payer un employé, sans espoir de relève, il a abdiqué : «Seuls les propriétaires de grosses fermes de 300 vaches ont les moyens d'embaucher, d'assumer la hausse du prix des intrants [diesel, moulée, engrais, etc.] et d'acheter des quotas de lait pour augmenter leur revenu.»

Depuis 10 ans, deux fermiers par jour abandonnent veaux, vaches, cochons, faute de relève, d'argent et d'énergie pour survivre dans un marché féroce et compétitif.

Dans une autre décennie, la moitié des 30 000 fermes québécoises encore en activité aura disparu, selon la Coop fédérée, un organisme qui promeut le réseautage entre producteurs agricoles.

D'abord, la relève est absente. Les moins de 40 ans ne représentent que 15 % des agriculteurs! Pour maintenir le nombre de fermes à son niveau actuel, il faudrait que 1 100 fermiers s'établissent chaque année, alors qu'ils sont seulement 700 à tenter l'aventure.

Faute de moyens, souvent : la valeur moyenne d'une ferme est de 1,4 million de dollars aujourd'hui, alors qu'elle était de 300 000 dollars il y a 20 ans! À moins d'hériter de l'entreprise familiale ou d'être riche comme Crésus, meilleure chance la prochaine fois.

«Si le système agricole ne change pas, je fais sans doute partie de la dernière génération d'agriculteurs, estime Éric Proulx, artisan fromager à Saint-Raymond de Portneuf. Bientôt, les multinationales de l'agroalimentaire auront la mainmise sur les clés de notre garde-manger!»

Un scénario auquel se rallie Michel Morisset, professeur à la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation de l'Université Laval. «Les

petites fermes traditionnelles continueront leur déclin, incapables de faire face à la libéralisation des marchés», prévoit-il. Bien que les gros producteurs agricoles puissent aussi s'effondrer (voir *Champs de bataille*), les petites fermes familiales traditionnelles sont particulièrement vulnérables dans ce contexte.

Pour affronter la concurrence mondiale, les agriculteurs sont contraints d'accroître leur productivité. Ce qui implique, dans bien des cas, l'achat de technologies onéreuses ainsi que l'augmentation de la taille des cheptels et des superficies cultivables. Ceux qui n'ont pas les reins assez solides se retirent du jeu, rachetés par plus gros qu'eux. «Il est impossible de faire marche arrière pour revenir au modèle d'antan, soit la bonne vieille ferme de rang : les mouvements économiques dictent les règles du jeu», soutient M. Morisset.

AFFAIRE DE FAMILLE

Pourtant, une forte proportion des agriculteurs tient mordicus à la ferme familiale «à dimension humaine», comme le souligne le rapport de la commission Pronovost sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois, rendu public en février 2008.

C'est aussi le cas d'Éric Proulx, qui croit à la nécessité de maintenir en vie les entreprises agricoles de petite et moyenne taille.

«Elles jouent un rôle essentiel dans la santé économique des régions. Elles maintiennent des milliers d'emplois. Je traite 60 000 litres de lait de chèvre avec trois personnes. À côté d'ici, Saputo en traite 50 fois plus avec 10 employés seulement! Sans les fermiers, bien des commerces du voisinage [meuneries, quincailleries, transporteurs routiers] auraient du mal à survivre, puisqu'ils y dépendent en moyenne entre 100 000 et 150 000 \$ par année.»

Les fermes familiales contribuent aussi à faire vivre le tourisme champêtre, poursuit-il. «Les gens ne viennent pas en région pour admirer le cul des épinettes, mais pour voir les champs, les maisons ancestrales, les beaux bâtiments agricoles! Ça fait partie de notre identité québécoise.»

L'artisan fromager ne manque pas d'idées pour redonner du souffle aux fermes de petite et moyenne taille éprouvées par la



course à la concurrence. Sa solution : les réunir en réseau à travers le Québec. Partageant main-d'œuvre, machinerie, distribution et autres services pour amortir les coûts, elles se spécialiseraient surtout dans les produits du terroir, voire d'appellation contrôlée à haute valeur ajoutée.

«ON PEUT DIFFICILEMENT SE PASSER DE LA PRODUCTION DE MASSE. POUR TENTER D'OFFRIR AUX CONSOMMATEURS DES PRODUITS À DES PRIX ÉQUIVALENTS À CEUX DES AMÉRICAINS, IL FAUT FAIRE COMME EUX.»

– DENIS BILODEAU,
DEUXIÈME VICE-PRÉSIDENT
PRINCIPAL DE L'UNION DES
PRODUCTEURS AGRICOLES

«Sans exclure les fermes industrielles, il faut faire de ce réseau d'entreprises agricoles familiales le noyau dur de l'agriculture québécoise», affirme Éric Proulx.

Un projet qui nécessite le plein appui des consommateurs, qu'il appelle citoyens mangeurs. «Il faut sensibiliser les gens à acheter localement, à fréquenter les marchés publics, à s'approvisionner dans nos campagnes, dit-il. L'État pourrait donner l'exemple en instaurant des politiques d'achat de produits locaux dans les pénitenciers, les hôpitaux, les édifices gouvernementaux.»

Reste à voir si les consommateurs emboîteront le pas. «C'est le prix qui guide l'achat des aliments, et non leur provenance, remarque Diane Parent, professeure au Département des sciences animales de l'Université Laval. Sur les rayons d'épicerie, la fraise de Californie part toujours plus vite que celle de l'île d'Orléans! Et puis, les gens vont-ils se rendre systématiquement au marché public pour s'approvisionner? J'en doute.»

«Aujourd'hui, 90 % de la distribution alimentaire se fait dans les supermarchés, dit Michel Morisset. Les Québécois mangent surtout des produits transformés. Alors, espérer qu'ils se rendront en masse dans les marchés publics chercher des bottes de radis crus relève de l'utopie, voire de la nostalgie du bon vieux temps.»

DEUX POIDS, DEUX MESURES

Denis Bilodeau, deuxième vice-président principal de l'Union des producteurs agricoles (UPA, l'unique syndicat des fermiers), doute aussi que la ferme familiale orientée vers les produits du terroir puisse redevenir le cœur de l'agriculture québécoise.

«On peut difficilement se passer de la production de masse. Pour tenter d'offrir aux consommateurs des produits à des prix équivalents à ceux des Américains, il faut faire comme eux.» Certains producteurs de porcs aux États-Unis ont jusqu'à 20 millions de têtes. Au Québec, 90 % des fermes familiales porcines comptent 2 500 porcs et moins.

Toutefois, il estime que l'agriculture à petite échelle aurait de meilleures chances de survie si la façon dont les aides financières à l'agriculture sont distribuées aux fermiers était révisée. «Il y

a lieu d'être plus équitable vis-à-vis des petites entreprises. Certains gros producteurs reçoivent du soutien de l'État alors qu'ils n'en ont pas vraiment besoin», remarque-t-il. Un exemple : 8 % des grands producteurs de bouvillons récoltent plus de 60 % des compensations du Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles!

Selon le rapport Pronovost, cette mauvaise distribution des ressources est due aux modes de calcul de la Financière agricole, l'organisme qui gère les aides gouvernementales à l'agriculture. En tenant compte de la productivité réelle des entreprises au moment d'établir la somme des versements, l'organisme sauverait 150 millions de dollars par année. Une somme qui pourrait aller dans les poches des fermiers de la relève, par exemple. Pour le moment, seuls 60 % des agriculteurs en démarrage reçoivent une subvention.

«Les programmes d'aide financière favorisent plutôt les gros producteurs agricoles bien établis parce que ces derniers sont mieux représentés dans les structures décisionnelles de l'UPA, un lobby omnipotent qui préside le conseil d'administration de la Financière agricole, soutient Éric Proulx.

D'ailleurs, la Commission Pronovost recommande dans son rapport de revoir la composition du conseil d'administration de la Financière agricole – 5 des 11 membres sont désignés par l'UPA. Aussi, elle souhaite la fin du monopole de l'UPA afin que les petits producteurs, comme Éric Proulx, puissent trouver voix au chapitre.

Beaucoup de fermiers déplorent aussi le fait que seuls 17 types de production soient admissibles au Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles (le

maïs-grain, le veau et le porc reçoivent 64 % des compensations!). Les producteurs de fruits et de légumes, de sirop d'érable, d'animaux à fourrure et de miel sont exclus, entre autres. Et bien peu de producteurs biologiques ont de l'aide financière de l'État, même si la consommation de bio est en forte croissance.

Simon Audette est bien placé pour le savoir, lui qui a largué, à la fin des années 1980, ses 1 000 acres de grandes cultures et ses gros tracteurs pour se lancer dans la culture sur billon de maïs et de soya biologiques.

«Je passais pour un illuminé, se rappelle le fermier de La Présentation, près de Saint-Hyacinthe. Je n'ai jamais réussi à obtenir un sou de la Financière agricole pour mes projets; on me disait que mon entreprise était trop risquée, que je ne serais pas rentable. Pourtant, elle soutient un paquet de productions déficitaires!»

Aujourd'hui, il dit faire dix fois plus d'argent qu'à l'époque où il endossait ce qu'il appelle le «modèle UPA», celui de la grosse entreprise. «À ce moment, ça me coûtait 1 000 \$ en frais fixes par jour, avant même d'avoir allumé une lumière! Je n'étais plus un agriculteur, mais un opérateur agricole à la solde des compagnies d'intrants [engrais, pesticides, diesel, etc.]»

En diminuant la taille de son entreprise – il ne cultive plus que 50 acres –, il a aussi gagné en qualité de vie. «Je travaille moins, j'ai plus de temps à consacrer à mes enfants et à mes loisirs. Avant, j'étouffais. J'ai perdu en prestige, mais j'ai retrouvé la passion de mon métier!» ☺

Source : Statistique Canada.

➤ RÉAGISSEZ À CET ARTICLE :
lemagazine@jobboom.com
carriere.jobboom.com